

État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe

SSHAP

Social Science
in Humanitarian
Action Platform

El Niño peut être considéré comme un phénomène climatique à risques multiples, et les considérations relatives aux besoins en matière d'information varient selon les populations et les risques, y compris les risques directs liés aux conditions météorologiques, la réduction de la production agricole, une insécurité alimentaire et une malnutrition plus importantes, une transmission accrue des maladies infectieuses et des conséquences sur l'accès aux soins de santé. Les communications d'avertissement de danger à long et à court terme sont susceptibles de devoir contenir différents appels à l'action, et il y aura probablement différents niveaux d'urgence à ces appels.

Cette synthèse des considérations clés décrit les implications d'El Niño dans la région Afrique de l'Est et Afrique australe (ESAR) pour les initiatives de Communication des Risques et d'Engagement Communautaire (CREC), basées sur des événements météorologiques comparables antérieurs. Les enseignements tirés proviennent principalement de la littérature sur la communication des prévisions et des informations météorologiques, mais ont des implications pour la riposte CREC à risques multiples. Certains enseignements sont également tirés au-delà de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, mais sont pris en considération dans le cadre des effets anticipés d'El Niño dans la région ESAR en particulier.

La première section de la note stratégique porte sur les besoins en matière d'information, la deuxième section porte sur la façon de garantir et de renforcer la confiance dans l'information, et la dernière section porte sur les stratégies de communication et d'engagement communautaire. Cette note stratégique a été commandée par le Service Collectif en tant que ressource destinée aux organisations travaillant sur la stratégie de CREC liée à El Niño dans la région ESAR.

Considérations clés

- Fournir des informations prévisionnelles ainsi que des appels à l'action et des conseils connexes à un niveau hyperlocal, et suffisamment à l'avance pour permettre aux populations de prendre les mesures appropriées.
- Fournir des informations locales concernant les mesures que les populations peuvent entreprendre pour s'adapter ou se protéger. Cela doit être basé sur les pratiques locales et la consultation des populations touchées, et doit refléter les mesures réalisables sur le plan structurel pouvant être prises par les populations.
- Aligner la fourniture d'information prévue avec les activités multisectorielles de préparation et d'intervention, et assurer la coordination entre les organismes et les acteurs de CREC et les entités locales de réduction des risques de catastrophe et de gestion des risques.
- Harmoniser la fourniture de ressources et l'information, à la fois en termes de fourniture des ressources nécessaires pour permettre aux populations d'agir et en veillant à ce que les ressources fournies reflètent les actions que les communautés sont conseillées de prendre.
- Coproduire des informations scientifiques et des produits de prévision avec les communautés touchées pour s'assurer qu'ils sont adaptés au contexte local et qu'ils tiennent compte des actions locales existantes et des systèmes de connaissances.
- Comprendre les besoins divers en matière d'information technique des différentes communautés et évaluer les préférences des canaux pour les informations prévisionnelles avant de se lancer dans des campagnes de communication;

cartographier les préférences et les besoins des différents groupes en matière de canaux; prévoir la mise en œuvre d'une stratégie multicanal.

- Former le personnel de CREC sur le terrain à l'interprétation et à la traduction appropriées des probabilités météorologiques et de prévision des risques.
- Réaliser des évaluations de vulnérabilité actualisées pour faciliter une réponse adaptée. La vulnérabilité sociale peut évoluer au fil du temps et en réponse à des événements à risques multiples comme El Niño, de sorte que les données existantes peuvent être susceptibles d'omettre des changements importants. Les groupes migratoires, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ne doivent pas être négligés.
- Mener des évaluations rapides pour comprendre les obstacles locaux à l'action et identifier les interlocuteurs de confiance au niveau local.
- Établir des systèmes de retour d'information communautaire et de communication bidirectionnelle et partager les données avec les décideurs à tous les niveaux afin d'améliorer la compréhension des préférences et des besoins locaux, et de faciliter l'adaptation de la riposte contre El Niño aux préoccupations et aux connaissances communautaires.
- Identifier et engager les réseaux formels et informels pour aider à améliorer la diffusion et la crédibilité de l'information, y compris le personnel de santé au niveau communautaire.
- Engager les agriculteurs et les agronomes dans la planification et la prise de décisions participatives basées sur des prévisions.
- Collaborer avec et former les journalistes et les médias locaux afin de sensibiliser le public aux répercussions d'El Niño au niveau local, et aux mesures d'atténuation.

El Niño dans la région ESAR

L'oscillation australe El Niño (ENSO) est une fluctuation du système atmosphérique océanique qui prend sa source dans le Pacifique Sud. El Niño représente la phase chaude, et La Niña, la phase froide.¹ El Niño se produit généralement tous les deux à sept ans, le dernier phénomène s'étant produit en 2015/16. La saison El Niño actuelle a débuté en juin 2023 et devrait perdurer jusqu'en février 2024.² Il existe de plus en plus de preuves d'un phénomène El Niño « fort » susceptible d'être aggravé par un effet de dipôle positif dans l'océan Indien cette année, qui, de manière générale, contribue à l'amplification des conditions plus humides. Les effets d'El Niño ne sont pas uniformes au sein de toutes les régions touchées d'un événement à l'autre. Bien que les anomalies climatiques générales liées à El Niño puissent être prévues avec une certaine précision, une incertitude considérable demeure quant aux effets précis des phénomènes ENSO, dans la mesure où ils peuvent être difficiles à dissocier d'autres facteurs climatiques.³

Dans certaines régions d'Afrique de l'Est, El Niño devrait créer des conditions plus humides que la normale avec un risque inhérent d'inondation. Les pays particulièrement à risque entre octobre et décembre 2023 sont le Burundi, les régions du sud de l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Rwanda, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie.³ Les inondations représentent une menace immédiate pour la vie et sont susceptibles d'augmenter le risque de déplacement de population et de pertes localisées de récoltes et de bétail, ce qui pourrait contribuer à l'insécurité alimentaire. Toutefois, des précipitations supérieures à la moyenne sont également susceptibles d'apporter un soulagement aux régions précédemment arides, et de stimuler la production agricole.

En Afrique australe, El Niño devrait créer des conditions plus arides que la normale dans certains pays, l'Angola, l'Eswatini, le Lesotho, la Zambie et le Zimbabwe étant particulièrement menacés. Le Botswana, l'Afrique du Sud et la Namibie pourraient être également être exposés à un risque. Le sud de Madagascar et le sud de la République démocratique du Congo (RDC)

État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe, novembre 2023. [www.doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029](https://doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029)

Hana Rohan – hanasrohan@gmail.com

Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire

sont également susceptibles de subir une évolution vers des conditions de sécheresse.³ Des précipitations inférieures à la moyenne signifient qu'El Niño est susceptible d'affecter la sécurité alimentaire au sein de la région, et, par conséquent, d'affecter l'état nutritionnel des populations vulnérables. Cette situation pourrait être exacerbée dans le cas d'une réduction de la production agricole en Afrique du Sud.³

Outre les effets directs sur la santé associés à l'insécurité alimentaire et aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que la sécheresse, les inondations, les cyclones et les canicules, il a été démontré qu'El Niño augmentait l'incidence des maladies à transmission vectorielle,³ telles que le paludisme et la Fièvre de la Vallée du Rift. El Niño a également été associé à l'augmentation de l'incidence du choléra et d'autres maladies diarrhéiques, et il est susceptible d'augmenter l'incidence de maladies transmises par des rongeurs.³ Lors de phénomènes météorologiques, la réduction de l'accès aux soins de santé, le surpeuplement et les déplacements peuvent accroître l'incidence des maladies évitables par la vaccination (en particulier, dans la mesure où au sein de la région ESAR, plus de 3,5 millions d'enfants n'ont pas reçu de vaccination infantile⁴), aggraver la santé maternelle et infantile, et nuire à l'observance des régimes pour les personnes atteintes du VIH ou de tuberculose.³

À la date de la rédaction de la présente note stratégique (novembre 2023), le phénomène El Niño en cours a déjà entraîné une augmentation des cas de choléra en Afrique de l'Est,³ et certaines crises et vulnérabilités existantes au sein de la région ESAR sont susceptibles d'être exacerbées davantage par El Niño ou de compliquer la riposte de la communauté humanitaire. Il s'agit notamment de flambées épidémiques de choléra au Burundi, en RDC, en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe.⁵ Des conflits armés et des déplacements de populations affectent la RDC, l'Éthiopie, le Mozambique, le Soudan du Sud et le Soudan, et de nombreuses populations au sein de ces pays sont déjà extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Le nord et l'ouest du Kenya continuent de faire face à une sécheresse prolongée en 2023 et les communautés sont déjà confrontées à une insécurité alimentaire importante.² El Niño est susceptible d'aggraver les besoins humanitaires en matière de sécurité alimentaire, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), de santé et de protection.

Besoins en matière d'information

Les populations et les communautés susceptibles d'être touchées par les phénomènes météorologiques liés à El Niño doivent avoir accès à des informations hyperlocales et opportunes qui répondent aux besoins techniques des différents utilisateurs et qui sont liées à l'action (y compris les mesures communautaires efficaces existantes). La nature probabiliste des prévisions exige une traduction et une interprétation. Des informations inexactes, ou des informations scientifiques traduites de manière insuffisante en termes locaux, lorsque l'incertitude n'est pas correctement communiquée, peuvent engendrer une perte de confiance dans ces informations ou leurs sources, affectant les activités d'engagement et d'atténuation/d'intervention ultérieures.

Besoin d'accès à l'information hyperlocale

El Niño a des effets géographiques variés, même à l'intérieur des pays et de leurs sous-régions, et les conséquences météorologiques peuvent également être incohérentes entre les différents phénomènes El Niño, et affecter la prévisibilité. Par conséquent, pour que les informations relatives aux prévisions climatiques et météorologiques soit utiles au niveau communautaire et pour permettre aux populations de planifier et d'atténuer les phénomènes météorologiques, elles doivent être fournies à un niveau hyperlocal.⁶ Cela implique que les informations prévisionnelles doivent être géographiquement granulaires et se situer parmi les

besoins inhérents à des communautés spécifiques, et pas uniquement le fait que les prévisions nationales ou régionales doivent avoir une portée plus large.

Les effets hétérogènes d'El Niño ne sont pas uniquement liés aux variations géographiques, mais également aux différences de vulnérabilité. Les stratégies de subsistance peuvent varier considérablement d'un pays ou d'une région à l'autre et, par conséquent, les ripostes/mesures d'atténuation locales aux phénomènes météorologiques et les résultats connexes doivent également être hétérogènes. Des enquêtes sur les moyens de subsistance sont nécessaires pour comprendre les vulnérabilités locales et faciliter une riposte adaptée qui tient compte des différentes exigences relatives aux systèmes d'alerte précoce.⁷ Néanmoins, la réponse aux besoins en matière d'information hyperlocale doit aller au-delà de la fourniture d'informations sur les risques locaux et les évaluations de vulnérabilité ; les besoins en matière d'information technique de différents groupes doivent être pris en compte, et les prévisions traduites en informations exploitables au niveau local.

Besoin d'informations exploitables

Lors du phénomène El Niño survenu en 2015-2016, de nombreux pays n'étaient pas suffisamment préparés pour soutenir leurs populations les plus vulnérables, et ont omis de traduire les prévisions mondiales en informations exploitables au niveau local.⁸

L'exploitabilité de l'information dépendra de sa capacité à répondre à différents besoins techniques ainsi qu'à différentes géographies et vulnérabilités. Les utilisateurs d'informations prévisionnelles ont également des besoins différents. Par exemple, une étude menée en 2022 au Nigeria a examiné les besoins des utilisateurs en matière d'informations météorologiques et climatiques concernant les risques de sécheresse.⁹ Ce sont les personnes travaillant dans le secteur agricole qui ont trouvé la plus grande utilité aux informations relatives à la pluviométrie, aux dates de début et de fin des précipitations et à leur répartition. En revanche, pour les personnes qui gèrent les ressources en eau, les informations relatives à la répartition et à l'intensité des précipitations ainsi qu'à la durée de la saison sèche étaient plus importantes.⁹

Les petits exploitants et les pasteurs, qui peuvent être particulièrement vulnérables aux moyens de subsistance, au bétail et, donc, aux conséquences nutritionnelles des risques liés à El Niño, ont besoin d'informations spécifiques qui vont au-delà des informations météorologiques et climatiques. Les prévisions devraient être accompagnées de conseils pour faciliter une prise de décision éclairée concernant les activités agricoles et pastorales.¹⁰ Par exemple, une étude réalisée en 2019 a examiné l'accès aux informations climatiques par les communautés rurales touchées par la sécheresse induite par El Niño en 2015-16 en Éthiopie et au Nicaragua. L'étude a révélé que les conseils pratiques étaient essentiels à la prise de décisions en matière de résistance à la sécheresse. En Éthiopie, les informations concernant les variétés des cultures, le calendrier des récoltes et les techniques de préparation des sols ont contribué à ce qu'une partie importante des personnes interrogées dans le cadre de l'étude modifient leur période de plantation.¹¹ Les agriculteurs et les agronomes doivent être impliqués dans la prise de décisions participatives basées sur des prévisions, en raison notamment de l'imprévisibilité des prévisions,¹² ce qui nécessite une communication claire concernant l'incertitude ainsi qu'un flux d'informations continu.¹¹

Besoin de traduire des informations incertaines et probabilistes

Plusieurs études ont révélé que les décideurs au niveau des ménages peuvent éprouver des difficultés à interpréter la nature technique ou probabiliste des prévisions, et pourraient bénéficier d'une assistance pour interpréter l'information dans le contexte de leurs propres besoins, et la traduire en mesures nécessaires.¹²

Par conséquent, la communication de l'incertitude exige que les communicateurs des risques soient formés à l'interprétation et à la traduction des probabilités de prévision. Une étude

réalisée en 2017 au Botswana a révélé que les communicateurs des risques locaux sur le terrain comprenaient leur public et étaient donc en mesure de traduire les risques et les incertitudes en une terminologie adaptée au niveau local, ce qui a permis de combler l'écart entre le jargon scientifique et la terminologie locale.¹³

Besoin d'informations en temps opportun

La communication rapide des informations d'alerte facilite la mise en place de mesures et la prise de décisions appropriées. Une revue systématique réalisée en 2019 a examiné les besoins des utilisateurs en matière de services météorologiques et climatiques en Afrique subsaharienne.¹⁰ La revue a révélé que des informations opportunes et des conseils concrets avaient contribué à augmenter les rendements des cultures pour les agriculteurs. Les agriculteurs ont également eu suffisamment de temps pour participer à des activités d'atténuation (p. ex., l'achat de fongicides ou de pesticides) et prendre des décisions vitales (p. ex., pour éviter les zones inondables ou la foudre). L'information doit être fournie suffisamment à l'avance pour permettre aux populations de prendre les mesures appropriées. Le fait d'omettre de fournir l'information en temps opportun peut nuire à la crédibilité des sources et réduire l'efficacité des communications.¹³

De même, il est important que les ripostes contre les phénomènes météorologiques soient bien planifiées. En Éthiopie, les recherches menées auprès des communautés touchées par la sécheresse ont suggéré que l'aide pour lutter contre la sécheresse était arrivée trop tard pour certaines personnes. Ces personnes ont déclaré avoir été contraintes de migrer à la recherche de nourriture ou de pâturage du bétail, ou d'accepter du travail occasionnel pour payer la nourriture.¹¹

Garantir et renforcer la confiance dans l'information

Afin de s'assurer que les alertes sont bien reçues, comprises et traitées, il est nécessaire de mettre en œuvre des systèmes d'alerte précoce axés sur les personnes et l'élaboration concertée de plans de gestion des risques. Les systèmes d'alerte précoce centrés sur la population doivent systématiquement tenir compte de toutes les composantes d'un système d'avertissement aux risques, y compris les défis que peuvent rencontrer les différents groupes dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de protection ou de la prise de mesures en réponse aux risques.¹⁴ Les détails spécifiques inhérents aux systèmes d'alerte précoce centrés sur la population et à l'élaboration concertée de plans de gestion des risques varieront en fonction du risque, du lieu et de la capacité de riposte. Toutefois, de manière générale, l'adoption d'une approche collaborative pour le développement de systèmes d'alerte (précoce) peut aider à renforcer la confiance dans les produits d'information et les plans d'intervention ou d'atténuation ; favoriser une confiance plus importante dans les données et les communications; et garantir que les mesures de préparation et de réponse aux alertes soient viables au niveau local.¹⁵

La confiance dans l'information prévisionnelle de toute sorte peut être amoindrie lorsqu'elle est mal chronométrée, ou en raison des difficultés à interpréter l'information probabiliste. Elle peut également être affectée par la nature descendante de la fourniture d'informations, le manque d'interaction entre les scientifiques/ceux qui évaluent les risques et les communautés ou les agriculteurs, ainsi que par l'absence de mécanismes de protection sociale disponibles dans de nombreux endroits lorsque les prévisions échouent.¹⁶ Par conséquent, la fourniture de ressources et d'information doit être bien coordonnée et alignée, et influencée par le retour d'information communautaire. En pratique, cela signifie que les populations doivent disposer des ressources nécessaires pour agir, et que les ressources fournies doivent refléter les mesures que les communautés sont invitées à entreprendre. Par exemple, une étude réalisée en 2023 au Zimbabwe a révélé que des informateurs clés avaient exprimé leur frustration face à

la fourniture continue de semences intolérantes à la sécheresse, et au fait que cela divergeait des conseils prodigués aux communautés.¹⁷

Par conséquent, la coproduction de produits d'information scientifique, tels que les prévisions, ainsi qu'une communication bidirectionnelle fiable sont essentielles pour garantir que l'information est bien adaptée aux besoins locaux et aux autres activités de riposte, et peut aider à instaurer la confiance.¹²

La confiance peut également être renforcée en collaborant avec des organisations « limitrophes » qui disposent de connaissances locales approfondies. Ces organisations peuvent aider à traduire les prévisions en actions et faciliter l'accès lorsque cela s'avère difficile. Dans la Corne de l'Afrique, parmi les exemples de telles organisations figurent Somalie Water and Land Information Management (SWALIM), Food Security and Nutrition Analysis Unit – Somalie (FSNAU – Somalie), Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET) en Somalie, Kenya Meteorological Department, et le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge au Kenya.¹²

Une collaboration avec des interlocuteurs locaux de confiance peut aider à combler les « lacunes en matière de confiance », mais il est essentiel de tenir compte des antécédents politiques et sociaux locaux pour déterminer qui peut être digne de confiance au niveau communautaire. Dans une étude réalisée en 2023 au Zimbabwe, les interlocuteurs de confiance étaient ceux qui étaient les plus éloignés de la politique partisane, ce qui suggère que les représentants du gouvernement pourraient ne pas être perçus comme une source d'information crédible.¹⁷ Malgré cette constatation, les participants à l'étude faisaient largement confiance aux agents de vulgarisation agricole, malgré leur proximité avec le gouvernement, notamment lorsqu'ils entretenaient de bonnes relations avec les communautés locales. La même étude a révélé que la confiance était dynamique, à la fois dans le temps et dans l'espace, et en termes de sources fiables pour fournir différents types d'information. Par exemple, l'autorité locale en charge de l'eau au Zimbabwe n'a pas été perçue comme crédible dans ses explications de la cause des pénuries d'eau car l'organisation était considérée comme réticente à accepter la responsabilité inhérente à ces pénuries. Toutefois, on lui faisait davantage confiance pour fournir des conseils quant à la manière de faire face aux pénuries d'eau.

Les activités de riposte nécessitent également une appropriation locale, en particulier lorsque la distribution de ressources rares (par exemple, semences résistantes à la sécheresse ou transferts de fonds) est une composante des activités de riposte. Au Zimbabwe, la Croix-Rouge a contribué à assurer l'appropriation locale des activités de riposte à la sécheresse en validant et en vérifiant les demandes d'aide, en menant des activités communautaires et participatives, en établissant un mécanisme d'alerte et en assurant un suivi et une évaluation continus.¹⁸ Lors du phénomène El Niño survenu en 2015-2016, le Groupe de travail technique régional sur les transferts monétaires en Afrique australe (SARTCWG) a souligné l'importance des transferts monétaires pour la riposte à la sécheresse au sein de la région, et a identifié les enseignements essentiels. Ces enseignements portaient notamment sur l'importance de l'engagement communautaire dans la conception des programmes, en particulier pour assurer l'équité de la distribution lors de chocs qui sont susceptibles de modifier considérablement le profil des personnes considérées comme vulnérables ou susceptibles de se présenter pour des programmes de transferts monétaires. L'organisation a également souligné l'importance de l'engagement communautaire afin de garantir l'équité de la prise de décision concernant l'utilisation d'espèces au niveau des ménages.¹⁹

Stratégies de communication et d'engagement communautaire

L'engagement communautaire est nécessaire pour l'information et la conception des programmes, ainsi que pour la mise en place de véritables systèmes de communication

État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe, novembre 2023. www.doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029

Hana Rohan – hanasrohan@gmail.com

Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire

bidirectionnelle ou de retours d'information communautaire fiables. Pour faciliter l'engagement communautaire, il est essentiel de collaborer avec le personnel CREC local qui comprend leurs communautés et peut traduire le risque en termes appropriés au niveau local.¹³

Des évaluations appropriées des connaissances locales à l'aide des données existantes (lorsque celles-ci sont suffisamment opportunes) doivent être envisagées avant de lancer des campagnes de communication sur les risques. Cela s'explique par le fait que les activités générales de sensibilisation peuvent ne pas constituer une bonne utilisation des ressources, comme l'indiquent les exemples suivants. Une étude réalisée en Éthiopie en 2015 a examiné les facteurs influant sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et a révélé que les facteurs structurels, tels que les pénuries de terres ou le manque d'accès à l'argent ou au crédit, étaient plus souvent cités que le manque d'accès à l'information.²⁰ De même, une étude réalisée en 2023 dans l'ouest du Kenya a examiné les impacts du changement climatique liés à l'EAH et a conclu que la connaissance des risques de maladies infectieuses et des pratiques d'adaptation appropriées était bonne, tandis que la capacité d'adaptation était limitée par l'accès aux ressources.²¹ Les mécanismes de retours d'information communautaire peuvent aider à identifier les lacunes importantes dans les connaissances locales et les obstacles locaux significatifs aux mesures d'adaptation. Ces informations doivent être utilisées parallèlement à celles recueillies par le biais d'évaluations afin de comprendre les niveaux locaux de confiance dans les institutions gouvernementales, les différentes organisations de riposte et les sources d'information. Ces informations sont essentielles pour déterminer les stratégies CREC locales les plus efficaces, fondées sur des données probantes.

Compte tenu des obstacles structurels à l'action et la nature communautaire de nombreuses options de riposte aux phénomènes météorologiques et climatiques, certains auteurs ont souligné les limites de l'adoption d'une approche individuelle et descendante aux interventions de communication sur le changement de comportement.¹⁷ Dans une étude réalisée en 2021 en Afrique du Sud, la structure des réseaux sociaux a affecté la capacité des agences gouvernementales locales à gérer le risque d'inondation, avec des liens sociaux faibles affectant l'échange de connaissances et la gouvernance du risque d'inondation, et des liens sociaux forts facilitant la cohésion entre les différents acteurs, et améliorant l'échange de connaissances et la gouvernance des risques d'inondation.²² En outre, la fourniture d'informations fiables ne suffit pas à elle seule pour soutenir la mise en œuvre des stratégies de réduction des risques.²³ En effet, outre les obstacles structurels à l'action, les phénomènes climatiques et météorologiques peuvent avoir des effets psychosociaux qui ont des conséquences sur la perception des populations du sentiment d'efficacité personnelle, ce qui peut limiter leur capacité d'agir.¹⁷

Malgré les limites de la fourniture d'information à elle seule, les études suggèrent que l'information prévisionnelle n'est pas facilement disponible pour ceux qui en ont besoin, et qu'une grande partie des personnes interrogées se basait sur des connaissances météorologiques autochtones. Cela s'explique en partie par le manque d'accès aux informations scientifiques.²⁴ L'amélioration de l'accès aux informations scientifiques doit être associée aux connaissances locales, aux indicateurs traditionnels et aux prévisions. Il y a un large consensus sur le fait que les prévisions doivent être fondées sur les impacts²⁵ et liées à l'action.²⁶ Les connaissances locales et les stratégies d'adaptation doivent compléter les données scientifiques afin d'éclairer les stratégies de riposte en case de phénomènes météorologiques.²⁷ Par conséquent, les messages portant sur les mesures d'adaptation et les stratégies d'atténuation doivent être intégrés aux pratiques locales existantes et refléter les actions structurellement réalisables d'être prises par les populations touchées.

La communauté d'intervention devrait viser à mener un travail participatif qui va au-delà de la sensibilisation ou des approches classiques en matière de communication de changement de comportement. La capacité à effectuer ce travail participatif peut être limitée par l'absence de départements de communication établis au sein des ministères concernés. Par exemple, au

Malawi, les communications sur les phénomènes météorologiques ou climatiques sont dirigées par des météorologues plutôt que par des spécialistes de communication pour cette raison. Par conséquent, le renforcement des capacités des partenaires peut donc nécessiter des efforts et des ressources supplémentaires, et il peut s'avérer plus difficile d'adopter une approche participative pour la conception des produits de communication ou d'information.²⁸ De plus, les spécialistes de la CREC sont souvent « hébergés » au sein des ministères de la Santé et ont des liens officiels limités avec les mécanismes de coordination de la gestion des catastrophes. L'élaboration d'avertissements à risques multiples qui sont liés à des résultats sectoriels et à des mesures spécifiques peut également s'avérer plus difficile dans des contextes où la capacité de communication des risques du gouvernement est cloisonnée ou limitée.

Dans les situations où la capacité de communication météorologique est limitée, il peut être important de collaborer avec les journalistes et les organisations de médias et de les former pour aider le public à mieux comprendre les effets potentiels du phénomène El Niño ainsi que les stratégies d'atténuation appropriées au niveau local. Ces efforts sont particulièrement importantes compte tenu de la tendance des médias à « se désintéresser » des reportages sur El Niño ou d'autres phénomènes climatiques en dehors des situations extrêmes.⁶ La collaboration avec et par l'intermédiaire des organisations de médias locales peut également contribuer à garantir que les communications sur les risques sont adaptées aux besoins linguistiques locaux, bien qu'il faille envisager de communiquer avec les populations ayant un faible niveau d'alphabétisation.¹³ Les **ESAR RCCE Media Dialogue series et les Media Cafes** offrent des opportunités de connecter les journalistes avec des experts, de partager et de répondre aux préoccupations communautaires, et d'aider à boucler la boucle des retours d'information communautaire en fournissant des réponses appropriées aux journalistes.

Des produits de gestion de l'information bien conçus, comme des infographies et des cartes, peuvent faciliter la prise de décisions ainsi que la coordination avec les partenaires.²⁹ Les cartes peuvent être utiles, notamment lorsque les populations ont accès à Internet et sont familiarisées avec l'interprétation de l'information dans ce format. Toutefois, à l'instar de la plupart des produits d'alerte précoce, les cartes doivent être fournies à un niveau suffisamment local, être liées à l'action et idéalement coproduites avec les communautés à risque ou touchées.²⁶

La coproduction des informations scientifiques et des plans d'intervention entre les producteurs et les utilisateurs de l'information peut aider à garantir que les stratégies d'atténuation et d'intervention sont appropriées au niveau local et prennent en compte les systèmes de connaissances locaux.¹² Le Département météorologique du Kenya a travaillé avec les agriculteurs locaux pour intégrer leurs indicateurs de prévision indigènes dans des prévisions climatiques adaptées au niveau local et élaborer conjointement des stratégies de riposte agricole appropriées.³⁰ La coproduction nécessite des mécanismes de retours d'information communautaire fonctionnels, significatifs et bidirectionnels dans le cadre desquels les membres de la communauté peuvent voir des preuves selon lesquelles les résultats de leurs retours génèrent des changements aux programmes. La mise en œuvre des mécanismes de retours adéquats exige également l'engagement communautaire afin de déterminer les préférences en matière de rétroaction.¹⁹ Par exemple, un programme de transfert de fonds au Swaziland et au Malawi lors du dernier phénomène El Niño a établi que l'utilisation d'un numéro gratuit était plus efficace que d'autres mécanismes de rétroaction, les utilisateurs mentionnant cette préférence pour des raisons de confidentialité.¹⁹ Les préférences en matière de canaux pour les retours d'information communautaire sont susceptibles de varier considérablement d'un pays à l'autre et au sein des pays, et elles doivent être déterminées en fonction des connaissances et des évaluations locales.

Canaux de communication

Les stratégies de communication doivent adopter des approches multicanaux qui tiennent compte des obstacles à l'accès à l'information locale, y compris la couverture des télécommunications, l'alphabétisation, la langue et la vulnérabilité sociale. L'identification des canaux de communication appropriés pour la communication des risques ou des informations d'alerte nécessite une attention particulière. L'utilisation de canaux inappropriés peut affecter l'assimilation des messages de communication et d'atténuation des risques.¹³ Les populations rurales et les agriculteurs peuvent ne pas avoir accès à la télévision ou aux smartphones,³¹ et il est donc probable qu'une stratégie multicanal soit nécessaire pour garantir que la vulnérabilité aux conditions météorologiques et climatiques n'est pas aggravée par un accès réduit à l'information.¹³

Il est important de cartographier la façon dont les différents groupes accèdent aux informations prévisionnelles pour faciliter la sélection des canaux appropriés, en particulier dans la mesure où la manière dont les populations interagissent avec les informations climatiques peut être différente que pour d'autres sujets. Une étude menée au Zimbabwe a révélé que malgré un accès généralisé aux téléphones, les gens étaient davantage susceptibles de se fier à la radio pour obtenir des informations climatiques que pour d'autres sujets, lorsque les téléphones portables étaient plus répandus.³²

En l'absence de temps ou de ressources pour effectuer un exercice de cartographie des canaux, les données existantes peuvent fournir une indication des canaux de prédilection. Par exemple, une revue systématique publiée en 2020 sur les besoins de communication pour les services météorologiques et climatiques en Afrique subsaharienne a révélé que les agriculteurs indiquaient une forte préférence pour la radio et que les préférences en matière de canaux de communication étaient globalement cohérentes parmi les différents groupes agricoles.²⁵ La revue a également révélé que les décisions agricoles ont été positivement affectées par la traduction d'informations pertinentes dans les langues locales, la transmission d'informations prévisionnelles via des téléphones portables, la diffusion de messages radio par le biais de stations de radio locales et pas uniquement nationales, et le fait de garantir que les émissions destinées aux agriculteurs soient diffusées au moment opportun concernant les activités agricoles.²⁵ Bien que la radio puisse être un canal privilégié dans certains contextes et pour certains groupes, la radio nationale offre rarement des détails basés sur la spécificité de l'emplacement ou sur une adaptation aux besoins des utilisateurs finaux.³³ La mobilisation des radios communautaires peut aider à compenser cela en garantissant une approche basée sur le dialogue hyperlocal.³⁴

La radio et les SMS par téléphone portable sont des exemples d'outils et de canaux dynamiques qui peuvent être mieux adaptés aux phénomènes en rapide évolution qui peuvent être associés aux phénomènes météorologiques par rapport aux outils statiques, tels que les affiches. La pénétration croissante des téléphones portables offre des possibilités de fournir l'information hyperlocale précise qui est nécessaire. Lorsque le taux de pénétration des smartphones est faible, ces informations peuvent être transmises aux téléphones fonctionnels à l'aide de SMS ou d'un système de réponse vocale interactive (RVI). Lorsque les smartphones sont accessibles, mais que le niveau d'alphabétisation est faible, la transmission de messages vocaux dans les langues locales (par exemple, via WhatsApp ou à l'aide de systèmes de réponse vocale interactive) est utile.^{13,25,35}

La participation à des réseaux formels et informels pour les activités de communication des risques peut aider à la diffusion, en particulier pour les groupes peu alphabétisés ou d'autres obstacles à l'accès à des canaux plus formels. Une étude menée au Botswana a révélé que la plupart des personnes interrogées avaient cité les *kgotla* (réunions de villages traditionnelles qui fournissent un espace pour les communications bilatérales) en tant que principale source d'information climatique crédible.¹³ Les organisations d'agriculteurs doivent être exploitées pour diffuser l'information et recueillir les retours communautaires en travaillant en partenariat avec

État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe, novembre 2023. [www.doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029](https://doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029)

Hana Rohan – hanasrohan@gmail.com

Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire

des groupes qui ont déjà des relations avec ces types d'organisations.²⁵ Par ailleurs, le personnel de santé doit également jouer un rôle essentiel, avec des agents de vaccination et des agents de santé communautaires formés pour diffuser des informations intégrées parmi les activités communautaires de promotion de la santé.

Il peut s'avérer utile de cartographier ou d'identifier les comités de gestion des villages et les comités de gestion des catastrophes des districts ou leurs équivalents locaux, et de travailler en partenariat avec ces comités ainsi que d'autres structures de réduction des risques de catastrophe.¹³ Travailler en partenariat avec les agences de réduction des risques de catastrophe peut être utile pour la CREC, et pour les activités de riposte.³⁶ Pour atteindre les groupes vulnérables, il peut s'avérer nécessaire d'identifier plus précisément les groupes et réseaux informels pertinents, tels que les organisations féminines ou celles qui soutiennent les groupes vulnérables (par exemple, les personnes atteintes du VIH et du sida ou les personnes handicapées).

Vulnérabilité lors de phénomènes météorologiques et climatiques

Différentes vulnérabilités sont susceptibles de s'entrecroiser et d'affecter la prise de décision de manière imprévisible, de sorte que les interventions nécessiteront probablement une riposte multisectorielle contre le risque.⁶ Les interventions de riposte devront peut-être inclure une intervention d'urgence, un soutien financier, l'installation de puits de forage, la fourniture de banques alimentaires, la présence constante de camions-citernes et le soutien avec un accès continu aux soins de santé. Les exigences complexes de coordination associées à une riposte à risques multiples impliquent que les systèmes de retours d'information communautaire doivent être élargis pour veiller à ce que les perspectives sur les effets d'El Niño qui vont au-delà de la santé soient recueillies et diffusées à des décideurs multisectoriels et abordées de manière coordonnée. Par conséquent, les interventions CREC doivent être planifiées en partenariat avec l'ensemble des organisations de riposte, afin de faciliter la signalisation des services et de garantir une riposte cohérente.

La vulnérabilité au phénomène El Niño est complexe et croise la vulnérabilité géographique et sociale de façons imprévisibles et susceptibles d'évoluer au fil du temps. Le recours à des évaluations de vulnérabilité antérieures peut fournir une image incomplète ou inexacte de l'endroit où les besoins actuels sont les plus élevés.^{7,12,15,37} Lorsque des programmes de protection sociale existent déjà, ils ont besoin de temps pour s'adapter aux informations prévisionnelles, identifier les bénéficiaires potentiels et les vulnérabilités, et envisager d'élargir les canaux de distribution pour tout soutien qui pourrait être fourni.¹² La vulnérabilité sociale peut être plus difficile à appréhender que la vulnérabilité géographique et nécessite une connaissance locale approfondie (et donc une approche participative).¹⁵ En outre, il existe des preuves selon lesquelles les intervenants humanitaires ont signalé un manque d'accès aux informations concernant les communautés vulnérables, ce qui indique que les informations concernant leurs profils, leurs besoins, et leurs emplacements doivent être mises à jour d'urgence et superposées aux données sur les risques de catastrophe, telles que les cartes des risques d'inondation.²⁵

Certains groupes peuvent être plus vulnérables lors de phénomènes météorologiques. Les femmes, les personnes atteintes du VIH, celles qui ont moins d'expérience préalable de phénomènes météorologiques similaires, les personnes issues de communautés linguistiques minoritaires et celles qui vivent d'autres crises humanitaires sont particulièrement vulnérables et risquent d'être ignorées par les campagnes de communication médiatique de masse. Il existe peu de documentation disponible sur les besoins spécifiques en matière d'information des groupes les plus vulnérables lors de phénomènes météorologiques et climatiques, tels que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les personnes handicapées ou les personnes atteintes du VIH. Des plans de communication, d'engagement communautaire et de riposte adaptés sont nécessaires pour ces groupes.

Les femmes peuvent être moins en mesure d'accéder aux prévisions ou aux informations d'alerte en raison d'un accès réduit à la technologie et/ou d'un faible niveau d'alphabétisation. La façon d'engager les femmes le plus efficacement possible doit faire l'objet d'une attention particulière lors de la planification de l'accessibilité ou de la diffusion pour la communication des risques,²⁵ et de manière à ne pas pénaliser davantage les agricultrices ou les petits exploitantes.

Des analyses sensibles au genre sont également nécessaires afin de garantir une allocation équitable des intrants de la riposte, notamment lorsqu'elles comprennent des transferts monétaires au niveau des ménages qui peuvent avoir des conséquences sur la prise de décision interne.¹⁹

Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays peuvent être davantage exposés aux conditions météorologiques extrêmes et moins aptes à prendre des mesures pour faire face ou s'adapter. Les personnes handicapées sont susceptibles d'être davantage vulnérables à l'insécurité alimentaire, d'être moins aptes à échapper aux dangers ou à être évacuées lorsque cela devient nécessaire. Elles sont également susceptibles d'avoir des difficultés plus importantes à accéder aux besoins de base et perdre l'accès aux technologies d'assistance, telles que les médicaments ou les aides auditives et à la mobilité.^{38,39} Les personnes atteintes du VIH/sida issues de milieux socio-économiques défavorisés sont plus vulnérables aux changements en matière de sécurité alimentaire et, par conséquent, sont susceptibles d'être davantage touchées par les pénuries ou l'augmentation des prix des denrées alimentaires.⁸ Par ailleurs, les personnes atteintes du VIH/sida sont susceptibles d'être davantage exposées au risque de contracter des maladies d'origine hydrique dont la fréquence augmente lors d'inondations ou de sécheresses.³⁷ Ce groupe est susceptible de faire face à des vulnérabilités concurrentes, ce qui peut créer une tension entre les décisions essentielles qui peuvent maintenir la santé et le bien-être, comme par exemple le fait de renoncer aux soins de santé en faveur du maintien d'un moyen de subsistance.⁴⁰ Les interventions en matière de communication pour les personnes atteintes du VIH/sida devront probablement être déterminées en partenariat avec des organisations d'aide locales qui pourraient à leur tour avoir besoin de ressources supplémentaires pour élargir la nature et le type d'aide qu'elles fournissent lors des chocs liés au phénomène El Niño.

Les effets d'El Niño peuvent être imprévisibles et changer d'un phénomène à l'autre. Les communautés dont l'expérience antérieure des inondations ou de la sécheresse est limitée, comme celles nouvellement établies au sein de régions à risque élevé, sont susceptibles d'avoir une perception réduite des risques inhérents aux phénomènes El Niño.¹² Il peut s'avérer nécessaire d'identifier ces communautés et de superposer des informations relatives à leurs emplacements à des données actualisées sur les prévisions et les risques afin d'identifier les populations les plus vulnérables.

Les plans de communication des risques devraient tenir compte des communautés linguistiques minoritaires.¹⁷ Ces communautés peuvent autrement être confrontées à des inégalités en matière d'information et d'être davantage vulnérables aux risques météorologiques et à leurs conséquences.

Les populations confrontées à des crises humanitaires sont intrinsèquement plus vulnérables lors de phénomènes météorologiques. Leur vulnérabilité peut augmenter en raison d'un accès réduit aux ressources, d'une infrastructure de logement moins solide et d'une insécurité alimentaire plus importante, et tous ces éléments peuvent être aggravés par une capacité réduite d'agir en réponse aux alertes ou à d'autres informations de communication des risques. Les phénomènes liés à El Niño sont susceptibles d'accroître les besoins humanitaires de ces communautés, et les plans de CREC doivent y accorder une attention particulière.¹⁷

Ressource additionnelle

Dossier thématique Phénomène El Niño – le Service Collectif a organisé la documentation et les produits clés élaborés par les partenaires pour soutenir l'engagement communautaire pour la préparation au phénomène El Niño et les mesures d'urgence de santé publique connexes.

Références

1. World Health Organization & World Meteorological Organization. (2016). *Health and the El Niño Southern Oscillation (ENSO)*. WHO/WMO Climate and Health Office. https://ane4bf-datap1.s3-eu-west-1.amazonaws.com/wmocms/s3fs-public/news/related_docs/WHO-WMO_EL-NINO_FACTSHEET_FINAL%20%281%29.pdf
2. ACAPS. (2023). *El Niño Overview: Anticipated humanitarian impact in 2023*. https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20230725_ACAPS_Thematic_report_El_Nino_overview_anticipated_humanitarian_impact_in_2023.pdf
3. World Health Organization. (2023). *Public Health Situation Analysis—El Niño (October-December 2023)*. https://cdn.who.int/media/docs/default-source/2021-dha-docs/phsa-el-nino-2023_final_na.pdf?sfvrsn=5320f5cd_3&download=true
4. United Nations Children's Fund. (2023). *The state of the world's children 2023: For every child, vaccination*. UNICEF Innocenti – Global Office of Research and Foresight. <https://www.unicef.org/media/108161/file/SOWC-2023-full-report-English.pdf>
5. European CDC. (2023). *Cholera Worldwide Overview: Monthly Update as of September 2023*. <https://www.ecdc.europa.eu/en/all-topics-z/cholera/surveillance-and-disease-data/cholera-monthly#:~:text=Since%201%20January%202023%20and,914%20deaths%2C%20were%20reported%20worldwide.>
6. Glantz, M. H. (2000). *Lessons Learned from the 1997–98 El Niño: Once Burned, Twice Shy?*
7. Baudoin, M.-A., Henly-Shepard, S., Fernando, N., Sitati, A., & Zommers, Z. (2016). From top-down to “community-centric” approaches to early warning systems: Exploring pathways to improve disaster risk reduction through community participation. *International Journal of Disaster Risk Science*, 7, 163–174.
8. Benkenstein, A. (2017). *Climate change adaptation readiness: Lessons from the 2015/2016 El Niño for climate Readiness in Southern Africa*.
9. Awolala, D. O., Mutemi, J., Adefisan, E., Antwi-Agyei, P., & Taylor, A. (2022). Profiling User Needs for Weather and Climate Information in Fostering Drought Risk Preparedness in Central-Southern Nigeria. *Frontiers in Climate*, 4, 787605.
10. Nkiaka, E., Taylor, A., Dougill, A. J., Antwi-Agyei, P., Fournier, N., Bosire, E. N., Konte, O., Lawal, K. A., Mutai, B., Mwangi, E., Tichehurst, H., Toure, A., & Warnars, T. (2019). Identifying user needs for weather and climate services to enhance resilience to climate shocks in sub-Saharan Africa. *Environmental Research Letters*, 14(12), 13. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab4dfe>
11. Ewbank, R., Perez, C., Cornish, H., Worku, M., & Woldetsadik, S. (2019). Building resilience to El Niño-related drought: Experiences in early warning and early action from Nicaragua and Ethiopia. *Disasters*, 43(S3), S345–S367. <https://doi.org/10.1111/disa.12340>
12. Tozier de la Poterie, A. S., Jjemba, W. E., Singh, R., Coughlan de Perez, E., Costella, C. V., & Arrighi, J. (2018). Understanding the use of 2015–2016 El Niño forecasts in shaping early humanitarian action in Eastern and Southern Africa. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 30, 81–94. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2018.02.025>
13. Thakadu, O. T., Kolawole, O. D., Sommer, C., Mthombeni, N., & Dithlakeng, P. (2017). Flood Risk Communication within Flood Prone Communities of the Okavango Delta, Botswana. *Botswana Notes and Records*, 49, 87–105. JSTOR. <https://www.jstor-org.proxy.library.georgetown.edu/stable/90024336>
14. United Nations Office for Disaster Risk Reduction. (2023, June 12). *A human-centred understanding of disaster risk*. <https://www.undrr.org/news/human-centred-understanding-disaster-risk#:~:text=People%2Dcentred%20early%20warning%20systems,the%20face%20of%20a%20hazard.>
15. UNESCO. (2023). *Best practices on flood and drought risk management*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384487>
16. Baudoin, M. A., & Wolde-Georgis, T. (2015). Disaster Risk Reduction Efforts in the Greater Horn of Africa. *International Journal of Disaster Risk Science*, 6(1), 49–61. <https://doi.org/10.1007/s13753-015-0041-x>
17. Diepeveen, Stephanie, Filer, Tanya, Czibor, Eszter, Ganduri, Tendai, & Molana-Allen, Leila. (2023). *Silent Crisis: Information, Decision-making, and communities on the frontlines of climate change*. Internews, State-Up.
18. Zimbabwe Red Cross. (2022). *Community Engagement and Accountability Case Study: Zimbabwe Red Cross Leveraging Community Feedback to Enhance Public Health and Drought responses*. IFRC.
19. Southern Africa Regional Technical Cash Working Group. (2018). *Synthesis of lessons from the El Niño Response: Cash Transfers Lessons Learnt in Southern Africa*. <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/04/SARTWG-Synthesis-of-Lessons-from-El-Nino-Response-in-Southern-Africa-%281%29.pdf>
20. Melka, Y., Kassa, H., Ketema, M., Abebaw, D., & Schmiedel, U. (2015). The effect of drought risk perception on local people coping decisions in the Central Rift Valley of Ethiopia. *Journal of Development and Agricultural Economics*, 7(9), 292–302.
21. Marcus, H., Muga, R., & Hodgins, S. (2023). Climate adaptation and WASH behavior change in the Lake Victoria Basin. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, 13(3), 174–186.
22. Bouwer, R., Pasquini, L., & Baudoin, M. A. (2021). Breaking down the silos: Building resilience through cohesive and collaborative social networks. *Environmental Development*, 39, 12. <https://doi.org/10.1016/j.envdev.2021.100646>
23. Baudoin, M.-A., Vogel, C., Nortje, K., & Naik, M. (2017). Living with drought in South Africa: Lessons learnt from the recent El Niño drought period. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 23, 128–137. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2017.05.005>

État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe, novembre 2023. www.doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029

Hana Rohan – hanasrohan@gmail.com

Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire

24. Radeny, M., Desalegn, A., Mubiru, D., Kyazze, F., Mahoo, H., Recha, J., Kimeli, P., & Solomon, D. (2019). Indigenous knowledge for seasonal weather and climate forecasting across East Africa. *Climatic Change*, 156, 509–526.
25. Nkiaka, E., Taylor, A., Dougill, A. J., Antwi-Agyei, P., Adefisan, E. A., Ahiataku, M. A., Baffour-Ata, F., Fournier, N., Indasi, V. S., Konte, O., Lawal, K. A., & Toure, A. (2020). Exploring the Need for Developing Impact-Based Forecasting in West Africa. *Frontiers in Climate*, 2, 13. <https://doi.org/10.3389/fclim.2020.565500>
26. Dransch, D., Rotzoll, H., & Poser, K. (2010). The contribution of maps to the challenges of risk communication to the public. *International Journal of Digital Earth*, 3(3), 292–311.
27. Kupika, O. L., Gandiwa, E., Nhamo, G., & Kativu, S. (2019). Local ecological knowledge on climate change and ecosystem-based adaptation strategies promote resilience in the Middle Zambezi Biosphere Reserve, Zimbabwe. *Scientifica*, 2019.
28. Chirwa, J. A. (2023). The Challenge of Doing Participatory Communication in Disaster Risk Reduction in Malawi. *Global Media Journal*, 21(63), 1–11.
29. Logistics Cluster. (2018). *Ethiopia El Nino Drought Response: Lessons Learned*. https://s3.eu-west-1.amazonaws.com/logcluster-production-files/public/ethiopia_lessons_learned_v3_web_format.pdf
https://s3.eu-west-1.amazonaws.com/logcluster-production-files/public/ethiopia_lessons_learned_v3_web_format.pdf
30. Ndegwa, W., Rao, K. P. C., Ngugi, R. K., & Kwena, K. (2010). Kenya: Improving farmer adaptive capacity by integrating local and indigenous knowledge in climate forecasting and adaptive response. *Adaptation Insights: Addressing Climate Change Adaptation in Africa through Participatory Action Research*; November 2010, No. 4.
31. Baudoin, M.-A., & Wolde-Georgis, T. (2015). Disaster risk reduction efforts in the Greater Horn of Africa. *International Journal of Disaster Risk Science*, 6(1), 49–61. <https://doi.org/10.1007/s13753-015-0041-x>
32. Ndhlovu, M. P., & Mpofu, T. (2016). Communal farming, climate change adaptation and the media in Zimbabwe. *Jambá: Journal of Disaster Risk Studies*, 8(3), 1–10.
33. van der Burgt, F., van Pelt, S., & Lobbrecht, A. (2018). Mobile weather services for small-scale farmers. *Weather Impact*, 20.
34. Bisht, H., & Ahluwalia, N. (2015). *Community radios and climate change communication: Mapping grassroots experiences of the 'Shubh Kal' Project in Bundelkhand, Central India*. Delhi: Development Alternatives.
35. Rasmussen, L. V., Mertz, O., Rasmussen, K., & Nieto, H. (2015). Improving how meteorological information is used by pastoralists through adequate communication tools. *Journal of Arid Environments*, 121, 52–58. <https://doi.org/10.1016/j.jaridenv.2015.05.001>
36. UNICEF, The Collective Service, CDAC-Network, US-CDC, IFRC, & WHO. (2022). *Community Engagement in Humanitarian Action Toolkit*. https://f1f3fd98-1954-4933-a571-aa7a828ed7ae.usrfiles.com/ugd/f1f3fd_fe5800a4a2c34a00bbc7a1862b9025b6.pdf
37. Orievulu, K. S., & Iwuji, C. C. (2022). Institutional Responses to Drought in a High HIV Prevalence Setting in Rural South Africa. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 19(1), 434. <https://www.mdpi.com/1660-4601/19/1/434>
38. Gutnik, A., & Roth, M. (2018). *Disability and climate change: How climate-related hazards increase vulnerabilities among the most at risk populations and the necessary convergence of inclusive disaster risk reduction and climate change adaptation*. Humanity & Inclusion.
39. World Health Organization, CBM, International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, & International Organization for Migration & United Nations Children's Fund (UNICEF). (2013). *Guidance note on disability and emergency risk management for health*. World Health Organization. https://iris.who.int/handle/10665/90369?search-result=true&query=Guidance+note+on+disability+and+emergency+risk+management+for+health&scope=&rpp=10&sort_by=score&order=desc
40. Brown, D., Chanakira, R. R., Chatiza, K., Dhliwayo, M., Dodman, D., Masiwa, M., Muchadenyika, D., Mugabe, P., & Zvigadza, S. (2012). *Climate change impacts, vulnerability and adaptation in Zimbabwe*. International Institute for Environment and Development.

Auteure : Hana Rohan

Remerciements : Nous remercions les personnes suivantes pour leur revue de la note stratégique : Rachel James (Service Collectif), Olivia Tulloch (Organisation mondiale de la Santé, OMS), Annemarie ter Veen (OMS), Gefra Fulane (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, FICR), Megan Schmidt Sane (Institut d'études sur le développement, IDS), Tabitha Hrynck (IDS), Lars Otto Naess (IDS) et Juliet Bedford (Anthrologica).

Citation suggérée : Rohan, H. (2023). *État de préparation et engagement communautaire concernant El Niño dans la région de l'Afrique orientale et australe*. Social Science in Humanitarian Action Platform (SSHAP). www.doi.org/10.19088/SSHAP.2023.029

Publié par l'Institut d'études sur le développement : novembre 2023.

Droits d'auteur : © Institute of Development Studies 2023. Ceci est un document en libre accès distribué selon les modalités de la version 4.0 de la licence internationale Creative Commons Attribution (CC BY 4.0), qui autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

Contact : Si vous avez une demande directe relative à cette note stratégique, ou concernant des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers, veuillez contacter la Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire en envoyant un e-mail à Annie Lowden (a.lowden@ids.ac.uk) ou Juliet Bedford (julietbedford@anthrologica.com).

À propos de la SSHAP : La Plateforme des sciences sociales dans l'action humanitaire (SSHAP) est un partenariat entre l'**Institute of Development Studies (IDS)**, **Anthrologica**, le **CRCF Sénégal**, l'**Université de Gulu**, le **Groupe d'Etudes Sur Les Conflits Et La Sécurité Humaine (GEC-SH)**, la **London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM)**, le **Sierra Leone Urban Research Centre**, l'**Université d'Ibadan**, et l'**Université de Djouba**. Ce travail a été soutenu par le Bureau britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth et le Wellcome Trust sous le numéro de subvention 225449/Z/22/Z. Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des bailleurs, ni les opinions ou politiques des partenaires du projet.

✉ [@SSHAP_Action](#)

✉ info@socialscience.org

🌐 <https://www.socialscienceinaction.org/>

📄 [newsletter SSHAP](#)

